

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38000 Grenoble

Grenoble, le 17/02/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FRAMATOME**

291 route de l'électrochimie  
38560 Jarrie

Références : 2025-Is-032-SPF  
Code AIOT : 0006102995

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement FRAMATOME implanté 291 route de l'électrochimie 38560 Jarrie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRAMATOME
- 291 route de l'électrochimie 38560 Jarrie
- Code AIOT : 0006102995
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de Framatome à Jarrie produit principalement des éponges de zirconium à destination de la business unit "Combustibles" du groupe Framatome, ainsi que des produits contenant de

l'hafnium. Cet établissement regroupe 280 salariés et environ 70 personnes en sous-traitance.

Framatome dispose d'un incinérateur/oxydeur thermique pour ses déchets, qui nécessite une surveillance en continu des émissions .

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- NATECH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1  | surveillance environnementale                              | Arrêté Préfectoral du 21/03/2012, article 9.8.4 | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 3  | SGS_ gestion des modifications et des retours d'expérience | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8     | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                              | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 2  | installations électriques                      | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Sans objet        |
| 4  | Situation du site et références réglementaires | Autre du 01/01/2025                          | Sans objet        |
| 5  | Caractérisation et suivi de l'aléa inondation  | Autre du 01/01/2025                          | Sans objet        |
| 6  | Caractérisation et suivi de l'aléa inondation  | Autre du 01/01/2025                          | Sans objet        |
| 7  | Retour d'expérience                            | Autre du 01/01/2025                          | Sans objet        |
| 8  | Vulnérabilité des installations                | Autre du 01/01/2025                          | Sans objet        |
| 9  | Gestion de crise                               | Autre du 01/01/2025                          | Sans objet        |
| 10 | Gestion de crise                               | Autre du 01/01/2025                          | Sans objet        |
| 11 | Redémarrage des installations                  | Autre du 01/01/2025                          | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

### Sur la thématique retour d'expérience, gestion des modifications:

Les rapports d'incidents qui ont été analysés mettent en évidence des dysfonctionnements de communication entre les intervenants internes comme externes. Ces Facteurs Organisationnels et Humains (FOH) sont connus comme étant des sources d'accident. L'Inspection des Installations Classées (IIC) recommande donc vivement la pratique de sondage par échantillonnage des fiches bloc réception pour tous les ateliers après un arrêt usine en impliquant le personnel. Pour ce faire, il est suggéré de constituer une équipe d'audit pluridisciplinaire et croisée. Par exemple, pour auditer l'UO chimie, l'équipe serait composée d'un agent du service QHSE et d'un agent de l'UO métal. Ainsi, on garantit l'impartialité et l'objectivité.

### Sur la thématique surveillance environnementale:

La surveillance environnementale qui est désormais proposée est de bien meilleure qualité. Cela vise en particulier la reproductibilité des mesures pour opérer une comparaison. L'IIC attire l'attention de FRAMATOME sur le fait qu'elle propose de conserver 2 campagnes par an pour les premières années et valide la suppression de la station de contrôle n°3 uniquement si toutes les stations restantes sont dotées de raygrass.

### Sur la thématique risque inondation:

L'action régionale sur le risque inondation a conforté le traitement réservé à ce risque naturel dans les études des dangers du site. L'IIC a apprécié que le POI comporte une fiche sur la rupture d'un barrage.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : surveillance environnementale

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2012, article 9.8.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fréquence et raygrass  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Parmi les polluants suivis figureront les dioxines, les furanes et les métaux. Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement (air, eaux, sols, végétaux...) selon une fréquence au moins annuelle.<br><br>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Il est transmis au préalable à l'inspection des installations classées, dès sa définition et lors de chacune de ces modifications. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. |
| <b>Constats :</b>  |

L'exploitant a remis un programme de surveillance environnementale au début du mois de juillet 2024. Par courriel du 2/8/24, l'IIC avait validé les propositions sous réserves de:

- conserver les stations de contrôle n°4 et 5 (2 témoins)
- conserver une fréquence annuelle de contrôle des dioxines/furanes.

L'IIC souhaitait également préciser la position de la station "arôme" et suggérait de faire faire une discrimination des dioxines.

Lors de l'inspection, FRAMATOME a :

- indiqué que la station "arôme" se trouve sur le plateau de Champagnier mais très proche du site. Lors de la campagne de mesures qui s'est tenue entre les 20/09/24 et 22/10/24 une station météorologique a été mise en place pendant la campagne et montre une légère modification de la rose des vents historique (renforcement du vent de Sud) / Cf carte jointe.
- confirmé prendre en compte nos propositions d'août 2024. Le rapport de la campagne de mesures qui s'est tenue entre les 20/09/24 et 22/10/24 en témoigne
- discriminé les dioxines et a ainsi montré sur cette campagne que le congénère majoritairement émis par FRAMATOME (OCDD) n'est pas celui détecté dans les retombées (OCDF). En outre, on notera également que 88% des congénères présents ne sont pas quantifiables
- souligné que la station n°6 est très proche des axes de circulation automobile qui sont particulièrement fréquentés (RN85 25000 veh/j, RD529 6500 veh/j et rue de l'électrochimie 1000 véh/j). La rose des vents montre une prédominance des vents de Sud/Sud-Ouest ce qui accentue le dépôt de particules associées au trafic routier. A terme, l'exploitant proposera éventuellement de décaler la station N°6 pour s'éloigner de cette influence nuisible à la bonne interprétation des résultats. Cf carte jointe.
- a sollicité la suppression de la station n° 3 qui est particulièrement polluée pour le compartiment sol (remblais très marqués en métaux). Cette station avait été initialement retenue pour prélever dans le jardin d'un particulier des végétaux. Désormais avec le raygrass, elle ne présente plus vraiment d'intérêt surtout avec les stations n°2 (juste hors du panache modélisé côté habitations) et 4 (témoin latéral). **L'IIC valide la suppression de la station n°3 sous réserve que le raygrass soit mis en place dans toutes les stations maintenues, à savoir n°1,2,4,5,6 et 7.**

Concernant la mise en place du raygrass, FRAMATOME indique que certains plants ont été livrés mais inutilisables. Ils n'ont pas survécus à la livraison.

Il ressort de cette campagne hivernale que des métaux sont présents dans tous les compartiments (retombées atmosphériques, sols et végétaux). Ces métaux sont pour certains des traceurs possibles de l'activité (Zinc) mais pour d'autres sans corrélation avec l'activité (Cuivre). Ces données méritent d'être affinées avec les prochaines campagnes.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de l'IIC:** Le contenu de la surveillance environnementale actuelle s'avère bien plus fiable que précédemment notamment avec la mise en place de raygrass pour le compartiment végétaux et les calculs de risque. L'IIC propose donc que les campagnes soient réalisées **2 fois par an (printemps et automne)** pour établir un socle robuste de données.

**Observations:**

Pour la prochaine campagne "estivale" de 2025:

- la station météorologique devra être mise en place pour disposer d'une rose des vents estivale (en complément de celle obtenu en hiver 2024);
- il faut anticiper, dès sa commande, un taux de mortalité du raygrass pendant la livraison pour que toutes les stations en soient dotées (stations n°1,2,4,5,6 et 7).

L'IIC rappelle que la surveillance environnementale doit être facilement exploitable. A ce titre, le rapport de chaque campagne ne doit pas seulement compiler les résultats mais en faire une analyse critique, notamment sur l'origine de certains polluants métalliques détectés (*traceurs de l'activité FRAMATOME ou non, émis par l'incinérateur de déchets ou non, niveau de pollution local=bruit de fond*) et comparative (*entre campagnes et en fonction de l'activité du site*). Ces documents pourront être mis à profit à l'occasion d'une CSS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

**Thème(s) :** Risques accidentels, rapports de contrôle\_atelier PS

**Prescription contrôlée :**

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

B.-Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.

C.-A l'exception de ceux intrinsèques aux équipements, les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur des locaux à risques, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés des locaux à risques par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

D.-Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

|   |
|---|
| <b>Constats :</b>   |
| L'IIC a contrôlé les 2 derniers rapports de contrôle des installations électriques concernant l'atelier Procédé de Séparation (PS). Les non conformités sont traitées dans l'année suivant leurs identifications. L'exploitant prend en compte le contenu des rapports. C'est satisfaisant. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 3 : SGS\_ gestion des modifications et des retours d'expérience**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, suivi des plans d'actions après incidents  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.</p> <p><u>Annexe I:</u></p> <p>3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation<br/>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité.</p> <p>4. Conception et gestion des modifications<br/>Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>FRAMATOME dispose d'une Instruction "maîtrise du changement: gestion de FMAP (Fiche Modification Action de Progrès) "référéncée JA-J901A Rev6 du 07/04/2022. Elle encadre les modifications planifiées, c'est-à-dire par exemple associées à la mise en service de nouveaux équipements. En revanche, une modification déclenchée par un plan d'actions établi après un incident sera suivi, s'il affecte un mode opératoire, par la procédure "mode non standard". Une procédure en "mode non standard" est forcément validée par l'encadrement du site. Elle est balayée par l'encadrement local au moins une fois par mois, notamment pour déterminer si elle doit être maintenue ou clôturée.</p> <p>Les "modes non standard" (=MNS) font l'objet d'un suivi dans un cahier JA.SAQM 3091. Il est au poste de supervision et chaque atelier dispose du sien (atelier Carbochloration, PS, TEGC...). L'IIC a constaté la présence desdits cahiers. C'est satisfaisant.</p> <p>Un tableau dans la salle de supervision liste par atelier les MNS en cours avec la date à partir de laquelle il a été mis en place. L'IIC a constaté l'exhaustivité de cette synthèse par rapport aux cahiers consultés.</p> <p>Le contenu des MNS consultés est en accord avec le suivi présenté en salle. C'est satisfaisant.</p> <p>En revanche, nous avons noté une incohérence entre le tableau de suivi et le cahier. Un MNS apparaissait comme "en cours" au vu de l'état d'avancement du traitement sur le cahier alors qu'il</p> |

n'apparaissait pas sur le tableau de suivi . Ce n'est pas satisfaisant. La situation a été corrigée au cours de l'inspection.

L'IIC a été surprise de lire que 2 MNS ont été mis en place depuis 2023, soit il y a plus de 1 an. Interrogé sur ce point, l'exploitant a justifié ces 2 MNS par des modifications profondes de l'outil de production qui prennent du temps. Ce n'est pas satisfaisant.

Sur ce sujet, notre interlocuteur nous a rapporté que les inspecteurs internes au groupe FRAMATOME se sont également émus de voir durer certains MNS.

L'IIC a souhaité balayé certains rapports d'incidents qui ont jalonné la période des années 2021 à 2024, avec un focus particulier sur l'atelier PS.

Pour l'événement "dégagement gazeux du 16/9/24 à l'atelier PS, le plan d'actions est le suivant:

| plan d'actions            |   | échéance  |
|---------------------------|---|-----------|
| actions envisagées        | changement du condenseur E107   | juin 2025 |
|                           | suivi débit d'eau et température pied E107  | mars 2025 |
| conditions de redémarrage | consigne sur débit<br>détartrage de la double<br>enveloppe du E107<br>mesure au redémarrage de la<br>température de surface<br>extérieure du condenseur<br>toutes les heures et ensuite 1<br>fois par poste | immédiat  |

FRAMATOME estime que le redémarrage dure 2 postes (2x8h)

L'IIC a constaté l'absence de la température de surface du E107 entre les 1/10/24 et 7/1/25 sans justifier de la non utilisation du E107. Ce n'est pas satisfaisant.

En outre, la fiabilité de la mesure du thermomètre utilisé n'a pu être présentée (pas de vérification interne de moins de 1 an disponible). Ce n'est pas satisfaisant pour rendre acceptable un MNS.

Pour l'événement "fuite du P113" du 6/10/22

Le plan d'actions est le suivant:

- mise en place systématique de blocs de réception;
- rappel des schémas de communication et ordre vers le superviseur;
- vérification manuelle de la bonne fermeture des vannes.

Comme le plan d'actions utilise une terminologie "interne", FRAMATOME nous expliqué le sens des termes:

- fiche bloc de réception , canevas de demande d'intervention très détaillée ;
- schémas de communication, cadre de la fiche bloc réception destiné aux validations de toutes les parties prenantes (exploitant de l'atelier et service maintenance).

L'IIC a sélectionné par échantillonnage en salle pour les semaines 34 et 49 en 2024 des fiches bloc réception (S 49: n° 120, 115, 107 et 219/ S 34: n° 206 et 219) puis les a contrôlés au sein des



installations (documents uniquement papier). Au bilan, tous ont été facilement présentés sauf le S49 N° 120 et le S34 N°219 n'était pas signé.

L'absence de signature est équivalent à l'absence de transmission d'informations entre l'exploitant des installations et le services qui a réalisé une intervention. Concrètement, on revient à la situation qui ne doit pas exister car elle est source d'accident notamment lorsque des contrôles terrain (position ouverte ou fermée de vannes...) viennent valider un redémarrage des installations. Ce n'est pas satisfaisant.

Pour l'événement "éclatement sous la manchette du E107" du 30/08/22, les causes identifiées sont: une intervention extérieure sur les onduleurs non contrôlée par FRAMATOME, une coupure électrique et un "rebootage automatique" complet du réseau informatique de l'unité chimie. Les onduleurs n'ont pris que partiellement le relais lorsqu'il est survenue la coupure électrique, c'est-à-dire qu'une partie du site est restée sans alimentation électrique avant que les groupes électrogène ne s'enclenchent. Cette interruption a lancé le "rebootage automatique" (=retour paramétrages constructeur/sortie usine) du réseau informatique de l'unité chimie à cause d'un composant électronique défectueux. Concrètement les installations n'ont pas été affectées car les automates de conduite et de sécurité étaient opérationnels mais aucune intervention depuis le pupitre de la supervision n'était possible. C'est ainsi que l'opérateur n'a pu intervenir pour faire redescendre la pression ce qui a conduit à l'éclatement de la manchette.

Au terme de cet événement, FRAMATOME a fait remplacer le composé défectueux sur l'ensemble du réseau et mis en place la fiche bloc de réception pour les interventions de prestataires extérieurs. Le contrôle annuel du bon fonctionnement du réseau informatique est désormais intégré aux contrôles périodiques. C'est satisfaisant.

Pour l'événement "déflagration oxydeur du 3/6/21, les causes probables sont l'erreur d'application des modes opératoires et des temps de séjour/d'attente trop élevés. L'IIC s'est focalisée sur les modes opératoires:

- "gestion et stockage des plateaux"(4.10/ Process book n°76-4-10 rev2 du 1/3/22);
- "chargement et déchargement des plateaux via les potences (4.15/ process book n°76-4-15 rev0 du 1/10/18).

Notre inspection terrain s'est déroulée alors que les opérateurs "effluents" étaient en intervention. Ils n'ont donc pu être interviewés. L'IIC a donc limité son contrôle au nombre de bennes et de plateaux en attente ainsi que leur lieux d'attente (bât 448 et 449). Nous avons dénombré 9 bennes et 14 plateaux ce qui est inférieur au seuil fixé à 15 plateaux. Les bennes et plateaux étaient uniquement dans le bâtiment 448. Le nombre de plateau en attente à proximité de l'incinérateur est respecté, à savoir 1 en amont (à traiter) et 1 en aval (traité) de l'incinérateur (cf photo\_sens traitement de droite à gauche sur la photo). c'est satisfaisant.

Comme une surcharge du plateau introduit dans l'incinérateur est une cause possible d'incident, l'IIC a contrôlé la présence d'une balance dont la fiabilité est contrôlée. FRAMATOME a embarquée dans son parc d'instruments "métrologie légale" la balance dédiée aux plateaux. L'IIC a constatée la présence de la marque de contrôle en cours de validité sur l'indicateur de pesée (mars 2025). C'est satisfaisant.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande d'action corrective:** Le recours à la procédure des "Modes Non Standard" (MNS) est visiblement bien instituée au sein du site au point que certains d'entre eux durent plusieurs années. Par définition, un MNS ne doit pas durer sauf à dire qu'il devient le Mode Standard. Actuellement FRAMATOME ne s'impose pas de durée maximum pour un MNS. Après concertation, il apparaît que 1 an pourrait être acceptable sans dévoyer la finalité du MNS. En conclusion, FRAMATOME doit définir une durée maximale au delà de laquelle il faut revenir au

Mode Standard.

**Observation :** FRAMATOME doit veiller à ce que les MNS repris au tableau de suivi soit exhaustif par rapport au contenu des cahiers MNS par atelier.

**Demande d'action corrective:** Le MNS étant un mode de fonctionnement dégradé, il doit faire l'objet d'un suivi rigoureux. L'absence de mesure de la température de surface du condenseur E107 pendant 2 mois (du 1/10/24 au 7/1/25) doit être justifiée.

**Demande d'action corrective:** L'acceptabilité d'un MNS repose sur les procédures, modes opératoires et moyens compensatoires déployés. Ils doivent donc être robustes et surtout pour des instruments de mesures tels que le thermomètre. FRAMATOME doit justifier de la fiabilité du thermomètre utilisé.

**Demande d'action corrective:** La fiche bloc réception est un support d'échange qui a été mis en place pour que les personnels des différents services qui interviennent et exploitent des installations coordonnent leurs actions selon un phasage concerté. Des contrôles intermédiaires avec des points d'attention établis comme bloquant ou non ont été mis en place à cette fin, en plus de la validation finale (schéma de communication) . FRAMATOME doit être exigeant sur les validations de chaque intervenant qui sont la seule preuve que toutes les étapes ont été rigoureusement réalisées et satisfaisantes. L'IIC rappelle que l'absence de communication entre les équipes entre dans les causes fréquentes d'accident (facteur organisationnel et humain). Il faut juguler cette cause.

**Demande d'action corrective:** FRAMATOME doit transmettre la fiche bloc de réception 2024\_S49 N° 120

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Situation du site et références réglementaires

**Référence réglementaire :** Autre du 01/01/2025

**Thème(s) :** Actions régionales, Références réglementaires

**Prescription contrôlée :**

Quelles sont les prescriptions techniques qui s'appliquent à l'exploitant ?

Est-ce que le PPI (ou le plan ORSEC) prévoit un volet de gestion de crise inondation impliquant l'industriel ?

**Constats :**

Au regard de l'implantation du site voici la liste des documents qui concernent l'établissement FRAMATOME:

- Les cartes d'aléas du PPI Manche Aval (AP n° 38-2020-07-22-007 du 22/7/20 ) montrent que l'établissement est épargné par une éventuelle inondation.
- En cas de rupture du barrage de Chambon ( PPI du barrage de Chambon (AP n° 2007-05803 du 2/7/07)) , l'onde de submersion devrait atteindre Jarrie 2h30 après la rupture.
- Dans le plan ORSEC du 16/3/16, l'exploitant n'est pas concerné par la gestion de crise inondation.
- le TRI (Territoire à Risques d'Inondation) de Grenoble-Voirion a été acté par AP du 2/3/16

modifié par AP 22/2/18 (n° 38-2018-02-22-005) et intégré à la stratégie locale du risque inondation Drac-Romanche.  
Dans les EDDs de l'établissement, l'événement initiateur "inondation" n'est pas pris en compte.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Caractérisation et suivi de l'aléa inondation**

**Référence réglementaire :** Autre du 01/01/2025

**Thème(s) :** Actions régionales, Caractérisation de l'aléa inondation

**Prescription contrôlée :**

Quel type de risque inondation est identifié sur le site industriel ?

Quels documents de référence l'exploitant a utilisé pour caractériser l'aléa inondation impactant le site industriel ?

Quelle est la méthodologie retenue ?

Quelles sont les caractéristiques de l'aléa identifié ?

**Constats :**

Au regard des documents réglementaires seuls les cas d'une éventuelle remontée de nappe (risque faible) ou d'une inondation liée à la rupture du barrage de Chambon sont envisageables. Aucune inondation n'est pas rapportée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Caractérisation et suivi de l'aléa inondation**

**Référence réglementaire :** Autre du 01/01/2025

**Thème(s) :** Actions régionales, Surveillance de l'aléa inondation

**Prescription contrôlée :**

Comment l'exploitant suit-t-il l'évolution de l'aléa inondation ?

L'exploitant tient-il un registre/main courante de cette évolution ?

**Constats :**

sans objet

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Retour d'expérience**

**Référence réglementaire :** Autre du 01/01/2025

**Thème(s) :** Actions régionales, Retour d'expérience

|   |
|---|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Est-ce que des événements d'inondation sont recensés sur le site ?<br/>Quel retour d'expérience l'exploitant en a-t-il tiré ?</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun événement de type inondation n'est recensé.<br/>Nos interlocuteurs fréquentent le site depuis au moins les 2 dernières décennies et un seul événement s'est rappelé à la mémoire collective: en 2019, une pluie intense (70mm en 1h ) qui a occasionné des dommages matériels chez ARKEMA et mis plusieurs heures à se vidanger par les voies naturelles.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Observation: dans le cas d'une éventuelle remontée d'eau par le réseau des canalisations d'eaux pluviales, FRAMATOME pourrait équiper ses canalisations d'eaux pluviales de clapets anti-retour .</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 8 : Vulnérabilité des installations

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2025</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Vulnérabilité des installations</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Est-ce que le risque associé à l'inondation a été étudié par l'exploitant comme événement initiateur ?<br/>L'exploitant a étudié le risque inondation dans son étude de dangers ou dans une étude spécifique ?<br/>Comment l'exploitant a recensé les équipements industriels vulnérables ?<br/>Est-ce qu'une priorisation des équipements à protéger a été réalisée ?</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche scénario n°23 du Plan d'Opération Interne (POI) traite du cas de la rupture d'un barrage bien qu'il ne soit pas retenu comme événement initiateur dans l'EDD établissement.<br/>Comme l'alerte sera donnée très en amont de la rupture (au moins 24h) les actions de mise en sécurité des installations pourront être mises en œuvre.</p>                                       |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 9 : Gestion de crise

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2025</p>                                |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Gestion de crise – Formalisation</p>              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Comment est formalisée la gestion de crise ?</p> |

|  |
|--|
| <b>Constats :</b><br><br>Le POI comporte une fiche scénario : rupture barrage. Elle organise méthodiquement la mise en sécurité des installations. C'est satisfaisant. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 10 : Gestion de crise**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2025   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Gestion de crise – Mise en œuvre   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Quelles sont les actions de mise en sécurité à mettre en œuvre pendant l'alerte ?<br><br>Quelles sont les mesures techniques mises en place ?<br><br>Quelles sont les mesures organisationnelles mises en place ?<br><br>Quel est le temps nécessaire pour mettre en œuvre toutes les actions de sécurité prévues ?<br><br>Les accès au site doivent-ils être maintenus en cas d'inondation ? |
| <b>Constats :</b><br><br>sans objet  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 11 : Redémarrage des installations**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2025   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Redémarrage des installations  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Est-ce qu'une phase de contrôle/maintenance éventuelle des installations est prévue avant redémarrage de l'activité ?<br>Est-ce que les MMR sont contrôlées avant redémarrage ?   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas traité particulièrement le cas de l'inondation mais dispose de protocole pour redémarrer ses installations en sécurité qui s'appliqueront aussi au cas de l'inondation si les installations n'ont pas été balayées par la vague.<br>Ces dispositions sont mises en œuvre après chaque arrêt usine. C'est satisfaisant. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |